

Allemagne/Attentat de Berlin

Le suspect abattu à Milan par la police !

AFP
Rome/Italie

C'est la fin d'une gigantesque chasse à l'homme de quatre jours à travers l'Europe.

LA police italienne a abattu l'auteur présumé de l'attentat au camion-bélier de Berlin dans la nuit de jeudi à hier à Milan (nord), mettant fin à une chasse à l'homme en Europe de quatre jours.

L'homme tué par la police est "sans l'ombre d'un doute" l'auteur présumé de l'attentat sur le marché de Noël de la capitale allemande, ayant fait 12 morts et 50 blessés, à savoir le Tunisien Anis Amri, a indiqué à Rome le ministre italien de l'Intérieur, Marco Minniti.

Le suspect de 24 ans était en fuite depuis l'attentat sur un marché de Noël à Berlin lundi soir, qui a été revendiqué par le groupe jihadiste Etat islamique (EI).

Son arrestation a été effectuée par une patrouille de deux policiers alors qu'il circulait de façon "suspecte" devant la gare milanaise de Sesto San Giovanni, a poursuivi le ministre lors d'une conférence de presse.

Un agent a été blessé "sur des zones non vitales et il est actuellement hospitalisé mais ses jours ne sont pas en danger". L'autre agent n'a pas été blessé, a précisé M. Minniti.

Un ticket de train français a été retrouvé dans le sac à dos du suspect, montrant qu'il était auparavant monté dans un train à Chambéry, dans le nord des Alpes en France, et était passé par Turin avant d'arriver dans la nuit à Milan, selon les médias allemands.

"Notre attention reste maximale, les menaces ne doivent pas être sous-évaluées", a déclaré le chef du gouvernement italien Paolo Gentiloni. "Plus que jamais nous sommes engagés sur le front de la sécurité", a-t-il assuré lors d'une conférence de presse.

L'ALLEMAGNE "SOULAGÉE" • A Berlin, le gouvernement allemand s'est dit "soulagé", alors que la police cherchait le suspect en vain depuis plusieurs jours dans le pays en multipliant les perquisitions.

"Les indications se multiplient" et indiquent "qu'il s'agit vraiment de cette personne". "Si c'est bien confirmé alors le ministère de l'Intérieur est soulagé que cette personne ne représente plus un danger", a indiqué à la presse le porte-parole du ministère, Tobias Plate.

"Nous sommes reconnaissant aux autorités italiennes", a indiqué de son côté le porte-parole de la diplomatie allemande, Martin Schäfer, lors du même point presse.

Avant de s'installer en Allemagne en juillet 2015, Anis Amri avait passé quatre



Photo : AFP

La cavale du Tunisien Anis Amri, auteur de l'attentat de Berlin, aura duré quatre jours. Il a été tué hier à Milan par la police italienne.

ans en Italie peu après être arrivé de Tunisie sur l'île de Lampedusa en 2011. Il avait été condamné pour avoir mis le feu à une école et a passé plusieurs années en prison en Italie.

La justice allemande avait lancé officiellement jeudi un mandat d'arrêt contre le demandeur d'asile tunisien débouté, dans le sillage d'un avis de recherche européen. Elle n'avait plus guère de doute sur sa responsabilité dans l'attentat au camion-bélier.

Ses empreintes digitales ont été retrouvées sur le poids lourd précipité dans la foule lundi soir à Berlin.

Et un document d'identité lui appartenant a été découvert dans la cabine du camion.

L'homme avait pris la fuite, probablement armé, après l'attentat.

"ECHEC SYSTEMIQUE" • L'après, la polémique n'a cessé d'enfler sur les conséquences à tirer de l'attentat berlinois, qui a mis en évidence des dysfonctionnements inquiétants de l'administration et de la surveillance policière à tous les niveaux : Anis Amri était depuis longtemps connu pour sa radicalisation islamiste et sa dangerosité et n'a pourtant

jamais été ni interpellé, ni expulsé bien que sa demande d'asile fut rejetée en juin 2016.

Le jeune Tunisien n'a par ailleurs jamais réellement été inquiété alors qu'il faisait l'objet d'une enquête judiciaire pour soupçon de préparation d'attentat. Les autorités le savaient en contact avec des salafistes connus et il circulait dans le pays en utilisant une demi-douzaine d'identités. Un expert du jihadisme, le professeur Peter Neumann du King's College de Londres, parle d'un "échec systémique". "Une fois que la poussière sera retombée, je pense qu'il faudra se poser des questions de fond" sur les mécanismes de l'antiterrorisme en Allemagne, a-t-il estimé.

Les policiers allemands ont été aussi vivement critiqués pour avoir focalisé leur attention pendant 24 heures, suite à l'attentat, sur un suspect pakistanais finalement mis hors de cause.

Dès mardi matin, les papiers d'Amri avaient été retrouvés dans le camion, mais l'avis de recherche n'a été lancé que dans la nuit de mardi à mercredi, lui laissant un temps précieux pour disparaître.

• L'EI confirme. Le groupe jihadiste Etat islamique (EI) a indiqué que l'homme abattu hier par la police italienne à Milan était celui qui avait mené lundi une attaque meurtrière au camion bélier à Berlin.

L'Afrique en bref

• **Burundi/Conflit.** Cinq militaires tués par l'armée congolaise

L'armée congolaise a tué dans la nuit de mercredi à jeudi cinq soldats burundais dont le contingent avait pénétré en territoire de République démocratique du Congo, dans l'est du pays, a annoncé hier un porte-parole local de l'armée de la RDC.

• **Libye/Piraterie.** Un avion détourné sur Malte



Photo : AFP

Un avion de ligne libyen qui faisait route vers Tripoli a été détourné hier vers l'aéroport de Malte, où la quasi totalité des 118 personnes à bord ont pu descendre dans le calme, a annoncé le Premier ministre maltais, Joseph Muscat. Les pirates de l'air - des partisans de l'ancien régime de Mouamar Kadhafi ont ensuite demandé l'asile politique à La Valette.

• **Soudan du Sud/Conflit.** L'embargo sur les armes rejeté par le Conseil de sécurité

Un projet américain de résolution imposant un embargo sur les armes au Soudan du Sud et des sanctions contre certains dirigeants de ce pays a été rejeté hier lors d'un vote au Conseil de sécurité de l'Onu.

• **Zimbabwe/Politique.** Ordonnance de justice contre Mme Mugabe

La justice zimbabwéenne a ordonné à l'épouse du président Robert Mugabe de rendre à un homme d'affaires des propriétés qu'elle avait fait saisir à la suite d'un différend portant sur une bague de 1,35 million de dollars (884 millions de francs), a indiqué jeudi l'avocate du plaignant.

RDCongo/accord de sortie de crise

Les négociations se prolongent

AFP
Kinshasa/RDCongo

Alors qu'on annonçait pour hier, aucune signature ne devrait finalement intervenir avant Noël.

LES négociations se prolongent hier pour sortir de la crise politique provoquée par le maintien au pouvoir du président Joseph Kabila en République démocratique du Congo, où la médiation restait confiée sur la possibilité d'un dénouement rapide.

"C'est illusoire de penser à une signature aujourd'hui" (hier), a déclaré à la mi-journée à l'AFP une source à la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco), qui assure la médiation des négociations.

Mais "on peut aboutir à un consensus en plénière cet après-midi", a-t-elle ajouté, en référence à la séance plénière convoquée à 14h00 (même heure au Gabon) pour adopter les termes définitifs de l'accord. "La signature pourrait alors intervenir entre Noël et le

Nouvel An", a estimé cette source.

Le président de la conférence des évêques catholiques, Mgr Marcel Utambi, avait sommé mercredi les participants de trouver un accord "avant Noël". Sinon, "la Cenco en tirera toutes les conséquences qui s'imposent", avait-il ajouté.

L'objectif semblait quasiment atteint jeudi soir, après des travaux en commission et une séance plénière. Les négociateurs s'étaient quittés en affichant un certain optimisme, laissant leurs juristes finaliser la rédaction de l'accord avant une cérémonie de signature hier.

Un document de travail posant les grandes lignes d'un accord ayant fait l'objet d'un consensus en commission prévoit l'instauration d'une période de transition politique permettant à M. Kabila de rester au pouvoir jusqu'à l'élection de son successeur à l'issue d'un scrutin qui devra être tenu "fin 2017".

Mais, selon la source de la Cenco, les tractations finales butaient encore sur deux points en fin de mati-



Photo : AFP

Après quatre jours de paralysie ou d'activité au ralenti, la vie semblait avoir repris son cours normal hier à Kinshasa. Pendant ce temps, les négociations de sortie de crise jouent les prolongations.

née : la question de la composition de la commission chargée d'organiser les élections et celle du partage des rôles pour le gouvernement du pays pendant la période de transition politique.

Âgé de 45 ans, Joseph Kabila est au pouvoir depuis 2001. La Constitution lui interdit de se représenter. Après le report sine die de la présidentielle qui aurait dû avoir lieu cette année, son second mandat s'est achevé mardi dans un climat de violences meurtrières.

RETOUR AU CALME • Hier, l'Onu a fait état d'un bilan de 40 morts, 107 blessés et au moins 460 arrestations "ces derniers jours" dans les villes de Kinshasa, Lubumbashi, Boma et Matadi, "principalement des personnes protestant contre le refus du président Joseph Kabila de quitter le pouvoir". L'ONG Human Rights Watch évoque, elle, au moins 34 morts. De leur côté, les autorités locales annoncent un bilan de 20 morts.

De lundi à jeudi, entre 56 et 125 personnes, selon les sources, ont péri dans des

violences politiques ou interethniques dans le pays, selon un décompte de l'AFP. Ces chiffres ne tiennent pas compte d'affrontements au bilan encore inconnu mardi dans la ville de Kananga (centre) entre forces de l'ordre et une milice opposée au gouvernement central.

La situation revenait toutefois progressivement au calme dans le pays hier.

Après quatre jours de paralysie ou de vie au ralenti, la capitale Kinshasa retrouvait son fourmillement et ses embouteillages habituels. Les négociations sous l'égide des évêques visent à éviter le scénario du pire : une nouvelle descente aux enfers du Congo, ravagé entre 1996 et 2003 par deux guerres ayant fait au moins trois millions de morts.

État-continent de 70 millions d'habitants, la RDC n'a jamais connu de transition pacifique du pouvoir depuis son indépendance de la Belgique en 1960, et sa partie orientale reste déchirée par de multiples conflits armés depuis plus de vingt ans.

A travers le monde

• **Russie/Politique.** Poutine confiant



Photo : AFP

Le président russe Vladimir Poutine a affiché hier sa confiance en l'avenir au terme d'une année où tout lui a souri, des États-Unis avec la victoire qu'il avait prévue de Donald Trump, à la Syrie où il veut mettre un terme à la guerre et installer la Russie durablement.

• **Syrie/Conflit.** L'armée dans les ex-quartiers rebelles d'Alep

Les forces gouvernementales syriennes se déploient hier dans les quartiers d'Alep récemment reconquis, qui offraient un aspect apocalyptique avec leurs immeubles détruits et leurs rues défoncées, au lendemain du départ des derniers rebelles.